

**PIREY**



Commune de Pirey

## **Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)**

<b>Objet du marché</b>
<b>MARCHÉ DE SERVICES PORTANT SUR UNE MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE COMPLÈTE ET D'ORDONNANCEMENT-PILOTAGE-COORDINATION, DANS LE CADRE DE LA CONSTRUCTION D'UN ESPACE SPORTIF COUVERT PERMETTANT, À TITRE PRINCIPAL, LA PRATIQUE DE LA PÉTANQUE À PIREY</b>
<i>Procédure adaptée</i>

<b>Date et heure limite de réception des offres</b>
<b>Mercredi 16/03/2022 à 16h00</b>

<b>Identification du candidat</b>	
Dénomination	
Coordonnées	
Téléphone	
Mail	
SIRET	

## *Article 1 - Objet du marché (Disposition commune)*

La présente consultation porte sur une mission de prestation intellectuelle de maîtrise d'œuvre complète et d'ordonnancement-pilotage-coordination dans le cadre de la construction d'un Espace Sportif Couvert, permettant, à titre principal, la pratique de la pétanque, à Pirey.

Le présent marché est organisé en une tranche unique : sur la partie initiale jusqu'aux études d'avant-projet et dépôt de la demande d'autorisation d'urbanisme ainsi que sur la partie études de projet jusqu'à la réception de l'ouvrage.

## *Article 2 - Contexte de la mission (Disposition commune)*

Par délibération n°14 du 15 décembre 2021, le Conseil municipal de la commune de Pirey a autorisé le Maire à lancer la consultation d'un espace sportif couvert permettant, à titre principal, la pratique de la pétanque.

Il est donc nécessaire de prévoir une mission de maîtrise d'œuvre complète et d'ordonnancement-pilotage-coordination vu la nécessité de recourir à divers corps de métiers pour la réalisation de ces travaux (terrassement, gros-œuvre, VRD, charpente métallique, électricité, photovoltaïque ...).

## *Article 3 – Site de la mission (Disposition commune)*

Le site se situe à proximité des ateliers municipaux de la commune de Pirey.

### Carte de situation



(source : [www.geoportail.gouv.fr](http://www.geoportail.gouv.fr))

### Projection de l'implantation sur le site des ateliers municipaux



## Article 4 - Objectifs et contenu de la mission

### 4.1. Dispositions communes

La mission sera effectuée dans les règles de l'art et conformément au Code de la Commande Publique (partie législative, partie réglementaire, et annexe 3 de l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé).

Pour rappel, une tranche unique est prévue, conformément au document unique à valeur de règlement de consultation et de cahier des clauses administratives particulières.

### 4.2. Tranche unique

La mission comprend :

- Le **diagnostic** - Article R2431-19 du Code de la Commande Publique ;
- Les **études d'avant-projet (AVP)** – Article R2431-20 du Code de la Commande Publique ;
- L'**avant-projet sommaire (APS)** - Article R2431-21 du Code de la Commande Publique ;
- L'**avant-projet définitif (APD)** - Article R2431-22 du Code de la Commande Publique ;
- La préparation du dossier de demande d'**autorisation d'urbanisme** ;
- Les **études de projet (PRO)** - Article R2431-12 du Code de la Commande Publique ;
- La préparation des **DCE** et l'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la **passation des marchés publics de travaux (ACT)** - Article R2431-13 du Code de la Commande Publique ;
- Les **études d'exécution (EXE/VISA)** - Article R2431-15 du Code de la Commande Publique ;
- La **direction de l'exécution** des marchés publics de travaux (DET) - Article R2431-16 du Code de la Commande Publique ;
- L'**ordonnancement, la coordination et le pilotage** du chantier (OPC) - Article R2431-17 du Code de la Commande Publique ;
- L'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des **opérations de réception** et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR) - Article R2431-18 du Code de la Commande Publique.
- Le dossier des ouvrages exécutés (DOE)

## Article 5 – Le programme (Disposition commune)

### 5.1. Principaux éléments du programme

Le site appartient à la commune de Pirey.

Le programme se décompose comme suit :

- Construction d'un Espace Sportif Couvert (sur les parcelles cadastrées AI14 et AI256) selon les normes de la Fédération Française du Sport – Boules et Pétanque.
- Création d'un cheminement piéton (PMR inclus) depuis le parking en amont pour se rendre à l'Espace Sportif Couvert.
- Mise en place de panneaux photovoltaïques sur la toiture de l'Espace Sportif Couvert,
- Transfert sur un emplacement à déterminer des conteneurs des associations et, si nécessaire, des cellules de stockage maçonnées des ateliers municipaux.

Cf. Notice descriptive pour plus de détail.

### 5.2. Points de vigilance

- Contrainte économique :

Le Maître d'Ouvrage souhaite limiter le coût d'investissement par une optimisation des choix concernant les options fonctionnelles, les matériaux, les principes constructifs et techniques ainsi que pour les équipements. Le Maître d'œuvre doit s'attacher à respecter l'enveloppe déterminée par le Conseil municipal le 15 décembre dernier (délibération n°14 jointe).

- Contraintes techniques :

#### **Présence d'une ligne moyenne tension :**

L'implantation du bâtiment projeté se situera sous une ligne moyenne tension. Le dévoiement de la ligne, son rehaussement ou son enfouissement seront certainement inévitables. Or, les parcelles concernées par l'implantation du bâtiment étant sur le domaine privé de la commune et, en l'absence de servitude, le Maître d'œuvre vérifiera auprès d'ENEDIS à qui incombe la charge financière de cette opération. Le Maître d'œuvre s'assurera des démarches nécessaires à accomplir auprès de l'opérateur ENEDIS et accompagnera le Maître d'ouvrage dans les démarches et procédures à accomplir.

#### **Etudes préalables :**

Dès le mois suivant la notification du marché, le Maître d'œuvre identifiera les études indispensables à la réalisation du projet et en estimera le coût.

Pour ces études, il accompagnera le Maître d'ouvrage dans toute la procédure de consultation des entreprises (cahier des charges, consultation, examen des offres).

## Article 6 – Livrables (Disposition commune)

Tous les livrables seront remis en un exemplaire papier et en une version numérique au maître d'ouvrage.

Les documents nécessaires aux entreprises leur seront remis en version papier et numérique.

Un compte rendu des réunions sera à transmettre au maître d'ouvrage dans les 7 jours suivant chaque réunion.

## Article 7 – Planning et délais de la mission

### 7.1. Dispositions communes

La mission débutera à compter de la réception de la notification d'attribution du marché.

Le maître d'ouvrage devra avoir reçu en format numérique :

- 7 jours avant chaque réunion les documents sur lesquels le titulaire se basera pour présenter son travail ;
- 7 jours après chaque réunion le compte-rendu de ces dernières.

Pour information, voici un calendrier prévisionnel de l'opération :

- **Février 2022** : Lancement du marché de maîtrise d'œuvre

## 7.2. Tranche unique

- **Mars 2022** : Attribution de la tranche unique marché de maîtrise d'œuvre ;
- **Mars / Avril 2022** : Phase de l'avant-projet sommaire et phase de l'avant-projet définitif ;
- **23 mai 2022** : Conseil municipal approuvant l'APD et le plan de financement ;
- **Mai 2022 / Juin 2022** : Dépôt de la demande d'autorisation d'urbanisme ;
- **Août 2022/Septembre 2022** : Préparation DCE ;
- **Septembre 2022** : Lancement de la consultation des entreprises puis attribution des marchés de travaux ;
- **Octobre 2022** : Début des travaux.

## *Article 8 – Le titulaire (Disposition commune)*

La mission sera réalisée par une équipe réunissant les compétences requises pour la réalisation du projet.

Le candidat pourra proposer toute autre compétence qu'il juge nécessaire.

La personne physique affectée à la mission ne pourra être remplacée, en cours d'exécution du marché, qu'après acceptation écrite du maître d'ouvrage.

Durant toute la période du marché, le titulaire doit communiquer au maître d'ouvrage, par écrit et sans délai, tout changement qui a une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulés du compte sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du marché.

Trois références, les plus significatives, sur ces compétences pour des missions similaires seront fournies.

Un chef de projet sera désigné par le titulaire comme interlocuteur direct avec le maître d'ouvrage. Celui-ci travaillera de façon significative sur la mission et sera obligatoirement présent aux réunions.

Le titulaire s'engage à maintenir la même personne physique comme chef de projet, et ce tout au long de l'étude. Le titulaire ne peut remplacer cette personne que lors d'une indisponibilité temporaire ou définitive de cette dernière, qui n'est pas du fait du titulaire. Dans ce cas, le remplaçant du chef de projet devra avoir un niveau au moins égal à la personne qu'il remplace. Aucun remplacement ne donnera lieu à une évolution du prix de la prestation.

Enfin, durant toute la période du marché, le titulaire doit communiquer au maître d'ouvrage, par écrit et sans délai, tout changement qui a une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulés du compte sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du marché.

### *Article 9 – Eléments de méthode (Disposition commune)*

Le titulaire assurera la préparation, l'animation des réunions et la rédaction des comptes rendus. L'offre du candidat prévoira à minima une réunion de lancement, une réunion de travail durant les esquisses, une réunion de travail durant l'avant-projet sommaire, et une réunion de travail durant l'avant-projet définitif.

### *Article 10 – Sous-traitance (Disposition commune)*

Application des articles L2193-1 à L2193-14, des articles R2193-1 à R2193-22 du Code de la Commande Publique, et selon les dispositions du CCAG-PI.

### *Article 11 – Moyens fournis aux candidats (Disposition commune)*

Le maître d'ouvrage mettra à disposition du titulaire les documents dont il dispose. Le titulaire recevant les documents devra les garder confidentiels. Le titulaire devra demander une autorisation au maître d'ouvrage pour communiquer les éléments à des tiers. Si le maître d'ouvrage constate que le caractère confidentiel des documents n'est pas respecté, il est en droit de demander au titulaire des dommages et intérêts équivalents à 20% du montant H.T. du marché.

Date et signature de l'opérateur  
économique